

## **COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE**

# Québec 2026 : à l'heure de choix démographiques conséquents

Une cible d'immigration permanente cohérente, mais qui ne suffira pas sans une relance vigoureuse de la productivité

Par Sonny Scarfone, économiste principal

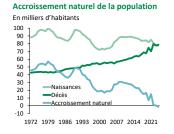
L'année 2025 a été marquée par une série de rebondissements, rarement positifs. Pourtant, <u>en octobre</u>, le taux de chômage au Québec demeurait inférieur à celui observé à la même période l'année précédente, et ce, malgré l'incertitude provoquée par les résultats de l'élection américaine et les bouleversements dans la politique commerciale de notre principal partenaire d'exportation.

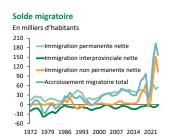
Cette évolution, bien qu'encourageante à première vue, s'inscrit dans une dynamique plus complexe : celle d'une transformation démographique qui exerce une pression croissante sur le marché du travail. Compte tenu des bases démographiques de la province (accélération des départs à la retraite, faible natalité, ralentissement de la croissance de la population active), il est probable qu'en l'absence de récession importante, le taux de chômage continue de converger vers les 4 % pour le reste de la décennie. Une telle situation, bien qu'elle puisse sembler favorable, n'est pas nécessairement synonyme de prospérité. Elle soulève des défis majeurs pour la croissance économique, la planification budgétaire et la pérennité des services publics.

C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec a annoncé, le 5 novembre dernier, que les cibles d'immigration permanente pour la période 2026-2029 seraient fixées à 45 000 personnes par année, un niveau légèrement inférieur à celui observé durant les années 2010. Bien qu'il s'agisse du scénario le plus ambitieux parmi ceux envisagés, ce seuil ne suffira pas à inverser la tendance démographique actuelle.

En effet, les décès surpassent désormais les naissances sur le territoire québécois (voir graphique 1), ce qui a entraîné en 2024 un déclin de la croissance naturelle de la population pour la première fois, alors que celle-ci ajoutait plus de 20 000 personnes par année il y a 10 ans.

Graphique 1
La population du Québec diminuerait sans solde migratoire positif





Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Par ailleurs, les différents paliers gouvernementaux souhaitent ramener la proportion de résidents non permanents (RNP) à 5 % de la population, alors qu'elle se situe actuellement à un peu moins de 7 % au Québec.

**TABLE DES MATIÈRES** 

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, analyste • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations ont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.



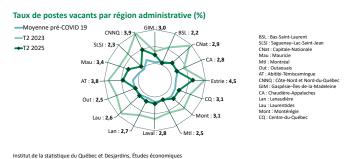
La volonté de réduire les seuils d'immigration, notamment la part des RNP, repose sur des préoccupations légitimes : pression sur les services publics, tensions sur le marché immobilier, hausse du chômage chez les jeunes, et défis liés à l'intégration des nouveaux arrivants dans une société francophone minoritaire en Amérique du Nord. Cela dit, il est essentiel de considérer les effets à moyen et long terme de ces décisions. Dans un contexte de vieillissement démographique et de stagnation de la population active, une réduction trop marquée des flux migratoires pourrait accentuer les pénuries de main-d'œuvre, ralentir la croissance économique et compliquer l'équilibre des finances publiques. Ces choix doivent donc être faits en toute transparence, en tenant compte des compromis qu'ils impliquent.

### Illustration de notre scénario de base

Nous avons développé un cadre analytique permettant d'estimer, d'ici 2050, l'incidence de différentes politiques démographiques. Ce cadre intègre plusieurs paramètres : les cibles d'immigration permanente, les décisions relatives à l'immigration temporaire (exprimée en pourcentage de la population), les taux de natalité, les taux d'activité selon l'âge et le genre, ainsi que l'espérance de vie projetée pour les différentes générations.

Depuis que l'Institut de la statistique du Québec a évoqué, en juillet dernier, une stagnation démographique pour la prochaine décennie, nous avons exprimé notre scepticisme quant au maintien des intentions politiques, qui sont utilisées comme intrants dans ces projections démographiques. Plusieurs éléments méritent d'être pris en compte, notamment les difficultés persistantes à pourvoir des postes dans les régions hors des grands centres urbains, où les taux de postes vacants demeurent pour la plupart supérieurs à la moyenne prépandémique (voir graphique 2).

Graphique 2
Des difficultés d'embauche persistent dans les régions moins urbaines



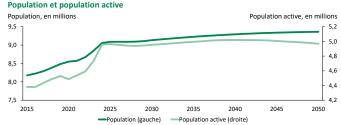
Nous continuons d'ailleurs d'anticiper que les cibles provinciales de réduction de la population de RNP ne seront pas pleinement atteintes sur l'horizon considéré. Des facteurs comme l'instauration potentielle de clauses de droits acquis, particulièrement dans les régions non urbaines, ou d'autres

mesures d'exception pourraient freiner cette diminution. Pour la plupart, les RNP font depuis quelques années des efforts d'intégration, ont développé des compétences au sein de leurs milieux de travail, et les entreprises qui les emploient ont déjà investi dans leur formation. Dans plusieurs cas, ils occupent des postes qui intéressent moins souvent les natifs.

En prenant pour hypothèse les éléments suivants, nous obtenons les projections démographiques présentées aux graphiques 3 et 4 :

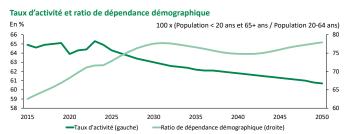
- Cibles annoncées concernant l'immigration permanente pour 2026-2029;
- Suivies d'un retour aux niveaux d'immigration permanente correspondant à la moyenne observée entre 2000 et 2019, soit environ 0,6 % de la population (entre 55 000 et 60 000 immigrants permanents par année entre 2031 et 2050);
- ▶ Atteinte partielle des cibles de réduction des RNP, étalée sur une période plus longue, avec une cible de 5 % de la population totale maintenue à terme;
- ► Taux de natalité stable.

Graphique 3
Le Québec d'ici 2050 : augmentation modeste de la population, sans gain dans la population active



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

# Graphique 4 Réduction du nombre d'actifs pour soutenir les plus jeunes et aînés



Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques



Le graphique 3 illustre une stagnation de la population jusqu'en 2030, suivie d'un retour graduel à la croissance. Cette reprise demeure toutefois limitée : la population n'augmenterait que de 275 000 personnes entre 2025 et 2050, soit environ la moitié de la croissance absolue observée depuis 2022. En revanche, la population active resterait stable, se maintenant à son niveau actuel tout au long des prochaines décennies.

Le graphique 4 met en lumière les conséquences du vieillissement démographique sur le taux d'activité et le taux de dépendance. Le taux d'activité diminue progressivement pour atteindre environ 60 %, soit le niveau observé à la fin des années 1970, une période marquée par l'entrée significative des femmes sur le marché du travail, puis accélérée par la mise en place des centres de la petite enfance à la fin des années 1990. Aujourd'hui, les femmes québécoises comptent parmi les plus actives professionnellement au monde.

Parallèlement, le taux de dépendance plafonne autour de 80, ce qui signifie qu'il y aurait environ 80 personnes d'âge scolaire ou à l'âge de la retraite pour chaque tranche de 100 personnes en âge de travailler. La dernière fois que ce ratio avait atteint un tel niveau, les baby-boomers n'avaient pas encore quitté les bancs d'école. Cette fois, cependant, la pression démographique proviendra surtout du vieillissement de la population, dont les besoins en soins de santé excèdent largement les coûts associés à l'éducation des jeunes du primaire et du secondaire.

Cette évolution aura des répercussions majeures sur les finances publiques du Québec. Avec une population active qui stagne et un taux d'activité en recul, le fardeau fiscal risque de s'alourdir pour les travailleurs, tandis que la croissance des recettes fiscales sera plus lente que celle des dépenses. Sans ajustements majeurs, comme une hausse de la productivité, d'une révision des politiques fiscales ou d'une adaptation des services publics, le modèle budgétaire actuel pourrait devenir difficilement soutenable à moyen et long terme.

## Plein feu sur 2026 : un choix de société à assumer pleinement

Bien entendu, plusieurs paramètres pourraient mener à des trajectoires démographiques différentes. Dans une étude à venir, nous explorerons divers scénarios, en approfondissant notamment les enjeux liés à la natalité, qui a atteint un nouveau creux en 2024, alors que le taux de fécondité s'établissait à 1,34 enfant par femme au Québec. Une hausse de ce taux, bien qu'elle puisse soutenir l'accroissement naturel, entraîne à court terme une augmentation du ratio de dépendance, jusqu'à ce que les nouveaux-nés atteignent l'âge de travailler, ce qui reporte les bénéfices démographiques de plusieurs décennies.

Au bout du compte, comme l'a dit le philosophe français Auguste Comte, la démographie, c'est le destin. Un taux d'activité en déclin et un bassin de travailleurs réduit pour soutenir les jeunes et les aînés représentent un choix de société qui peut être justifié par des facteurs non économiques. Notre scénario de base, lui, maintient le bassin de travailleurs, mais suppose un retour des cibles d'immigration permanente à celles en vigueur avant la pandémie. En revanche, un maintien de la cible de 45 000 appliquée au-delà des prochaines années impliquerait une contraction de ce bassin dès aujourd'hui, puis de façon accélérée à compter de la fin des années 2030.

Inversement, maintenir un niveau élevé d'immigration, avec les défis que cela implique en matière de francisation, d'intégration et de pression sur les services publics, est aussi un choix de société légitime. L'essentiel est d'être transparent quant aux compromis à faire, peu importe l'avenue retenue. En cette année électorale qui s'amorce prochainement, il serait souhaitable que les différents partis assument les enjeux entourant leurs propositions, sans lésiner sur les compromis qu'elles impliquent.

Dans ce contexte, la nouvelle cible de 45 000 immigrants permanents par année apparaît somme toute équilibrée. Elle permet de répondre partiellement aux besoins du marché du travail tout en tenant compte des capacités d'accueil et d'intégration qui ont été mises à mal ces dernières années. Toutefois, en l'absence de gains de productivité significatifs, tels que l'on n'en a pas observés depuis longtemps, ce niveau, au-delà des prochaines années, risquerait de freiner l'attrait du Québec pour les investisseurs et de limiter son potentiel de croissance économique à moyen et long terme (un sujet abordé plus en détail dans notre étude à venir).

Par ailleurs, les pressions budgétaires liées au vieillissement de la population ne peuvent être ignorées. Les coûts associés aux soins de santé pour les aînés croîtront plus rapidement que les revenus fiscaux, dans un contexte de stagnation de la population active. Sans réformes structurelles, qu'il s'agisse de moderniser les services publics, de revoir les politiques fiscales ou d'établir les consensus qui permettront de lever les obstacles à la création de richesse et relancer la productivité, la viabilité du modèle budgétaire québécois pourrait être compromise.



# À surveiller

## **ÉTATS-UNIS**

\* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

### MARDI 25 novembre - 8:30

Septembre m/m
Consensus 0,5 %
Desjardins 0,5 %
Août 0,6 %

achats d'automobiles neuves est un élément favorable. Les ventes auprès des stations-service devraient profiter des prix de l'essence légèrement plus hauts une fois ajustés pour les effets saisonniers. La météo favorable ainsi que l'absence d'ouragan en septembre cette année devraient être des éléments positifs pour les autres types de détaillants. On remarque aussi des signes plutôt encourageants des données préliminaires, comme celles de la Réserve fédérale de Chicago ainsi que des indices basés sur les transactions par carte. Cela dit, il faut faire attention à l'effet des nouveaux tarifs imposés, notamment ceux touchant les petites transactions, qui pourraient avoir affecté négativement le volume des achats, mais positivement leur valeur. Somme toute, on s'attend à des croissances de 0,5 % des ventes nominales totales et des ventes excluant les automobiles et l'essence.

Ventes au détail (septembre) - À cause de l'impasse budgétaire, la publication des ventes au détail

de septembre a été reportée au mardi 25 novembre. Voici ce que nous écrivions en prévision de la

date initialement prévue. Nous prévoyons une croissance assez bonne des ventes. Le léger gain des

### MARDI 25 novembre - 9:00

Septembre a/a
Consensus nd
Desjardins 1,40 %
Août 1,58 %

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (septembre) – Après cinq mois consécutifs en baisse, l'indice du prix des maisons existantes a enregistré un gain de 0,2 % en août. Est-ce le début d'une nouvelle tendance haussière? Il est décidément trop tôt pour le savoir, mais les résultats de septembre nous donneront une indication. Les prix médians selon les données de ventes de maisons existantes ont diminué en septembre, mais, contrairement à l'indice Case-Shiller, ils ne sont pas ajustés pour les effets de saison. On remarque tout de même que la baisse mensuelle a été moins prononcée qu'au cours des trois années précédentes, ce qui est de bon augure. On s'attend donc à une autre hausse mensuelle de 0,2 % de l'indice, ce qui amènerait tout de même sa variation annuelle à passer de 1,6 à 1,4 %.

### MARDI 25 novembre - 10:00

## Novembre

Consensus 93,3 Desjardins 95,0 Octobre 94.6 Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (novembre) – La confiance des consommateurs selon l'indice du Conference Board a de nouveau diminué en octobre, ce qui représente un troisième mois consécutif de détérioration. Au début de novembre, on aurait pu penser que la tendance négative se poursuivrait au cours du présent mois. On a d'ailleurs vu l'indice de l'Université du Michigan (première estimation), et l'indice TIPP continuer de se détériorer. Mais ces enquêtes ont été effectuées pendant l'impasse budgétaire et à un moment où il était encore difficile d'y voir une issue. La fin de ce plus long *shutdown* devrait normalement avoir un effet positif sur la confiance. On en a un premier aperçu avec la légère hausse de la deuxième estimation de l'indice de novembre de l'Université du Michigan. Les hésitations de la Bourse depuis la fin d'octobre limiteront tout de même le gain. Les prix de l'essence et les taux d'intérêt hypothécaires sont demeurés relativement stables, tous comme les demandes d'assurance-chômage. On s'attend donc à une très mince augmentation de l'indice de confiance du Conference Board.

## JEUDI 27 novembre - 8:30

T3 2025 G\$
Consensus -14,68
Desjardins -17,00
T2 2025 -21,16

## CANADA

**Solde du compte courant (T3 2025)** – Le déficit du compte courant devrait diminuer au troisième trimestre de 2025 pour s'établir à -17,0 G\$, contre -21,9 G\$ au deuxième trimestre. La faiblesse du dollar canadien a probablement été compensée par la bonne performance des actions canadiennes au cours du trimestre. De plus, une légère hausse du prix du pétrole (désaisonnalisé) a vraisemblablement été favorable. Veuillez noter que ces prévisions sont basées sur des données commerciales limitées en raison l'impasse budgétaire aux États-Unis.



### VENDREDI 28 novembre - 8:30

T3 2025	taux ann.
Consensus	0,5 %
Desjardins	0,5 %
T2 2025	-1.6 %

### VENDREDI 28 novembre - 8:30

Septembre	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,1 %
Août	-0,3 %

#### SAMEDI 29 novembre - 20:30

Novembre	
Consensus	nd
Octobre	50.0

**PIB réel par dépenses (T3 2025)** – Nous estimons que la croissance annualisée du PIB réel trimestriel selon les dépenses devrait s'être établie à 0,5 % au troisième trimestre, ce qui est conforme aux prévisions de la Banque du Canada dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2025. La consommation des ménages est probablement demeurée positive. Nous anticipons une croissance modeste des dépenses gouvernementales. Bien que nous prévoyions une certaine reprise des exportations nettes, en partie en raison de la conformité rapide à l'ACEUM et de l'<u>élimination de certains tarifs de représailles</u>, la disponibilité des données demeure un défi, étant donné l'impasse budgétaire aux États-Unis. Finalement, on s'attend à une modeste hausse de l'investissement résidentiel au troisième trimestre, mais à une baisse probable de l'investissement des entreprises après une chute marquée au deuxième trimestre.

**PIB réel par industrie (septembre) –** Nous prévoyons une croissance mensuelle du PIB réel par industrie de 0,1 % en septembre, un chiffre conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. Les gains enregistrés dans les secteurs de l'extraction des ressources et de la fabrication devraient y avoir contribué. De plus, l'*Enquête sur la population active* de septembre fait état de solides gains d'emploi. Par contre, la faible performance du commerce de détail et de gros devrait freiner cette croissance. En ce qui concerne les données du PIB réel d'octobre 2025, nous nous attendons à ce que le résultat provisoire de Statistique Canada montre une stabilité.

## OUTRE-MER

Chine: Indice PMI composite (novembre) – Les prochains indices PMI devraient refléter les signaux mitigés observés dans les données récentes. La production industrielle et les ventes au détail publiées pour octobre ont montré une dynamique contrastée alors que l'activité manufacturière a été freinée par une demande extérieure faiblissante, tandis que la consommation intérieure résiste légèrement. Ces tendances laissent entrevoir des pressions persistantes sur le secteur manufacturier, ce qui pourrait maintenir l'indice officiel proche du seuil de contraction. À l'inverse, les services bénéficient encore d'un certain soutien, suggérant que l'indice non manufacturier devrait rester en territoire expansionniste, mais sans véritable accélération. Globalement, les PMI devraient confirmer une économie en quête de stabilité, où les mesures de relance peinent à générer un rebond marqué. Cela dit, la récente entente entre les États-Unis et la Chine pourrait bonifier la croissance dans les mois à venir.



# Indicateurs économiques

## Semaine du 24 au 28 novembre 2025

\* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus	0	Données précédente
ÉTATS-UI	NIS					
.UNDI 24						
MARDI 25	8:30	Indice des prix à la production				
		Total (m/m)	Sept.	0,3 %	0,4 %	-0,1 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Sept.	0,3 %	0,3 %	-0,1 %
	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Sept.	0,5 %	0,5 %	0,6 %
		Excluant automobiles (m/m)	Sept.	0,4 %	0,5 %	0,7 %
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Sept.	nd	1,40 %	1,58 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Nov.	93,3	95,0	94,6
	10:00	Stocks des entreprises (m/m)	Août	nd	0,0 %	0,2 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Oct.	nd	nd	0,0 %
MERCREDI 26	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	17-21 nov.	230 000	227 000	220 000
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Sept.	1,1 %	0,8 %	2,9 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Nov.	44,5	43,0	43,8
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
EUDI 27		Marchés fermés (Thanksgiving Day)				
ENDREDI 28						

CANADA						
LUNDI 24						
MARDI 25						
MERCREDI 26						
JEUDI 27	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	Т3	-14,68	-17,00	-21,16
VENDREDI 28	8:30 8:30	PIB réel par industrie (m/m) PIB réel (taux ann.)	T3 Sept.	0,5 % 0,2 %	0,5 % 0,1 %	-1,6 % -0,3 %

Note: Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures). Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.



# Indicateurs économiques

## Semaine du 24 au 28 novembre 2025

Pays	Heure	ure Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
	пеше			m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-ME	ER						
LUNDI 24	4.00			00.5		00.4	
Allemagne	4:00 4:00	Indice ifo – climat des affaires Indice ifo – situation courante	Nov. Nov.	88,5		88,4 85,3	
Allemagne Allemagne	4:00	Indice no – situation courante Indice ifo – situation future	Nov.	85,5 91,7		91,6	
MARDI 25							
Allemagne	2:00	PIB réel – final	Т3	0,0 %	0,3 %	0,0 %	0,3 %
Nouvelle-Zélande	20:00	Réunion de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande	Nov.	2,25 %		2,50 %	
MERCREDI 26							
Japon	0:00	Indicateur avancé – final	Sept.	nd		108,0	
Japon	0:00	Indicateur coïncident – final	Sept.	nd		114,6	
JEUDI 27							
Corée du Sud		Réunion de la Banque de Corée	Nov.	2,50 %		2,50 %	
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Déc.	-23,5		-24,1	
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Oct.	07.5	2,8 %	07.6	2,8 %
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Nov.	97,6		97,6	
Italie	4:00	Confiance économique	Nov.	nd		94,3	
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Nov.	nd		-14,2	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Nov.	-8,4		-8,2	
Zone euro	5:00	Configure des comique	Nov.	96,9		96,8	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Nov.	4,2		4,0	
Japon	18:30 18:50	Taux de chômage Production industrielle – préliminaire	Oct. Oct.	2,5 % -0,6 %	-0,5 %	2,6 % 2,6 %	3,8 %
Japon	18:50	Ventes au détail	Oct.	-0,6 % 0,9 %	-0,5 % 0,8 %	2,6 % 0,3 %	0,5 %
Japon	18:50	ventes au détail	oct.	0,9 %	0,8 %	0,3 %	0,5 %
VENDREDI 28 Japon	0:00	Mises en chantier	Oct.		-4,9 %		-7,3 %
France	2:45	Confiance des consommateurs	Nov.	90	4,5 /0	90	1,5 70
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	0,0 %	1,0 %	0,1 %	0,9 %
France	2:45	PIB réel – final	T3	0,5 %	0,9 %	0,5 %	0,9 %
Italie	4:00	PIB réel – final	T3	0.0 %	0,4 %	0,0 %	0,4 %
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,1 %	1,3 %	-0,3 %	1,2 %
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,2 %	2,4 %	0,3 %	2,3 %
SAMEDI 29							
Chine	20:30	Indice PMI composite	Nov.	nd		50,0	
Chine	20:30	Indice PMI manufacturier	Nov.	49,4		49,0	
Chine	20:30	Indice PMI non manufacturier	Nov.	nd		50,1	

Note: Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).